

DIAL 3338 - L'Argentine entre extractivisme et écologie populaire

# ARGENTINE - En guise d'hypothèse

Darío Aranda

vendredi 18 septembre 2015, mis en ligne par [Dial](#)

*Ce dossier sur « L'Argentine entre extractivisme et écologie populaire » est constitué de deux textes présentant des analyses complémentaires sur les deux côtés des luttes en cours autour des projets extractivistes en Argentine. Ils décrivent la collusion des multinationales et des différents niveaux de l'État argentin, la complicité des médias, les mouvements de résistance dans les régions périphériques touchées par l'exploitation minière ou pétrolière et la criminalisation des luttes des communautés. Ce premier texte, de Darío Aranda, est une traduction du premier chapitre de son dernier ouvrage, Tierra arrasada : petróleo, soja, pasteras y megaminería. Radiografía de la Argentina del Siglo XXI, paru en 2015 [1]. Nous remercions l'auteur d'en avoir autorisé la traduction et publication.*

---

Le conteneur a explosé dans le port et son chargement de produits chimiques s'est répandu dans l'air de la ville de Buenos Aires. Les médias transmettaient l'information en boucle et mettaient en garde contre le danger de respirer l'air contaminé. Les autorités ont demandé à la population de ne pas sortir et une forme de panique s'est installée entre l'avenue General Paz et le Río de la Plata. C'était le 6 décembre 2012. Pour la première fois, les *Porteños* [2] ont fait l'expérience (durant seulement quelques heures) ce que c'est que d'être enfumé par des produits agrochimiques. Exactement ce que subissent des milliers de localités exposées aux conséquences moins médiatisées des pratiques agricoles.

De la même façon, et en guise d'hypothèse, demandons-nous ce qui se passerait si le gisement de Vaca Muerta se trouvait à [El Calafate](#) [3], ou à Palermo ou encore à Recoleta [4]. Utiliserait-on la fracturation hydraulique à ces endroits ?

Quelle décision prendrait la classe politique si, pour extraire l'or et l'argent, il fallait faire sauter les quartiers huppés de Nueva Córdoba ou Cerro de las Rosas (Córdoba), Ciudad Rivera (Rosario) ou du Dalvian (Mendoza) ? Laisserait-elle la société minière Barrick Gold utiliser du cyanure et des explosifs à proximité ?

Partout où l'extractivisme s'installe (industrie minière, pétrole, soja, exploitations forestières), est décidé, par action ou par omission, quel territoire sera sacrifié. Est décidé en même temps quelle population est sacrificable au nom d'un faux développement.

## Politique d'État

La monoculture de soja couvrait 12 millions d'hectares en 2003 et 21 millions d'hectares dix ans plus tard. C'est encore pire dans l'industrie minière. De 40 projets, on est passé à 600 (soit une augmentation de 1 500%). Deux chiffres parmi d'autres, et deux activités, qui confirment le développement de l'extractivisme durant la dernière décennie (agro-industrie, exploitations forestières, industrie minière, pétrole), avec des conséquences que le discours officiel passe sous silence : usage massif de produits toxiques dans l'agriculture, déboisement, expulsions de paysans, lois peu respectées, concentration des terres entre quelques mains, judiciarisation et répression. Et le tapis rouge pour les entreprises.

Le néolibéralisme des années 90 est directement lié au « Consensus de Washington », ensemble de politiques économiques, sociales et gouvernementales concocté dans un but géopolitique conçu par le Nord et appliqué à la lettre par le Sud. L'extractivisme en Amérique latine est régi par le « consensus des *commodities* » [5]. Là encore, ce sont des politiques conçues dans les pays du Nord et appliquées par des pays latino-américains de toute couleur politique (de la droite aux gouvernements progressistes ou de gauche).

Comme dans les années 90, l'Argentine est un élève modèle du « consensus des *commodities* ».

Le pire, c'est que ce modèle se poursuivra avec les prochains gouvernements. Tous les candidats ayant des chances d'être élus à une fonction exécutive (provinciale ou nationale) défendent la même ligne.

L'Argentine exporte sa nature, ajoute un chapitre aux *Veines ouvertes de l'Amérique latine* [6] et répète l'histoire de la verroterie [7].

## Lois

Durant la dernière décennie, le Congrès national, où le Parti justicialiste au pouvoir dispose d'une majorité, a adopté trois lois dans lesquelles on peut voir des freins possibles à l'extractivisme.

En novembre 2006, la Loi 26.160, qui bloque les procédures judiciaires d'expulsion de communautés autochtones, ordonne de réaliser un relevé, en trois ans, de tous les territoires indiens. Face au retard pris à cet égard, il a fallu prolonger l'application de la loi à deux reprises. Six ans après l'adoption du texte, seules 12,5% des terres des communautés avaient été recensées et seuls 76% du budget avaient été utilisés [8]. Dans les provinces où le conflit est le plus dur, peu de relevés de territoires ont été établis et, à Neuquén et Formosa, les démarches administratives n'étaient terminées dans aucune des communautés.

La Loi sur les glaciers a été adoptée deux fois. Approuvée à une large majorité par le Congrès le 22 octobre 2008, elle a été interprétée comme un obstacle potentiel au développement de la grande industrie minière. La Présidente lui a opposé son veto le 10 novembre 2008 - veto désigné de « veto Barrick » [9] par le président d'alors de l'Institut national de technologie industrielle (INTI), Enrique Martínez.

En septembre 2010, le texte a été adopté une seconde fois. Dénommé officiellement Loi 26.639 sur les budgets minima destinés à la préservation des glaciers et du milieu périglaciaire, il interdit les activités polluantes dans les masses d'eau, la glace et les zones avoisinantes, et il fixe un délai de 180 jours pour la réalisation de l'Inventaire national des glaciers par l'Institut argentin de nivologie, glaciologie et sciences de l'environnement (IANIGLIA), qui relève du Conseil national de recherches scientifiques et techniques (CONICET).

Le texte a été contesté en justice sous la forme d'une mesure conservatoire présentée par l'entreprise Barrick Gold à San Juan. Ce n'est qu'en juillet 2012 que la Cour suprême de justice a confirmé la validité de la loi. En mars 2013, L'IANIGLIA a diffusé un communiqué annonçant « le premier rapport de l'Inventaire national des glaciers ». Il y relevait des « masses glaciaires » dans six provinces, où « ont été recensés plus de 4 000 glaciers couvrant une superficie supérieure à 3 700 kilomètres carrés ». L'IANIGLIA a présenté les fruits de son travail au Secrétariat à l'environnement mais n'a jamais rendu publics les rapports complets. En novembre 2014, la Fundación Ambiente y Recursos Naturales (FARN) [10] a déploré l'absence du budget (2015) nécessaire pour avancer dans le relevé des glaciers [11].

La Loi nationale 26.331 sur les budgets minima destinés à la protection environnementale des forêts naturelles (plus connue sous le nom de Loi sur les forêts) a été adoptée le 28 novembre 2007. Mais la Présidente a mis quatorze mois pour produire les règlements d'application (à la suite du débordement de la rivière qui a inondé et détruit une partie de la ville de Tartagal). Cinq ans après l'adoption de la loi, Greenpeace, la FARN et Vida Silvestre ont déposé un rapport conjoint [12] dans lequel ils évaluaient (sur

la base de données officielles) le degré d'application à la Loi sur les forêts. Entre 2008 et 2011, 932 109 hectares ont été déboisés. Santiago del Estero (399 660), Salta (222 868), Formosa (113 109) et le Chaco (102 592) sont les provinces où la déforestation a été la plus marquée.

En revanche, d'autres lois et procédures administratives sont appliquées à la lettre et font l'objet de perfectionnements.

Le premier soja transgénique argentin a été autorisé en 1996 sur la base d'études des entreprises concernées. La même chose s'est produite en 2012, avec un autre soja de Monsanto, et, là encore, à partir d'études de l'entreprise elle-même. Entre 1996 et 2014, 28 produits transgéniques ont été approuvés. Et 75% d'entre eux (21) l'ont été pendant le gouvernement Kirchner. Les dossiers administratifs sont tenus secrets.

Les lois sur les mines, approuvées du temps des présidences Menem, restent en vigueur. Il en est de même de la loi qui favorise les entreprises forestières (échue en 2009, elle a été prorogée par le Congrès national). À la fin de 2014, le parti justicialiste au pouvoir présentait deux lois : l'une sur les produits agrochimiques, qui ne fixe aucune distance de précaution pour les pulvérisations et ne prête aucune attention aux dizaines d'études confirmant les effets des substances toxiques, et la « Loi Monsanto », nouveau texte sur les semences fortement critiqué par universitaires et organisations sociales.

Le 30 octobre 2014, au petit matin, la Chambre des députés a donné son feu vert à la modification de la Loi sur les hydrocarbures (Loi 27.007). Votée par 130 voix pour, elle octroie de nombreux avantages aux entreprises : concessions pour des durées pouvant atteindre 45 ans, concentration du marché - elle supprime la taille maximum des secteurs pouvant être attribués aux entreprises -, royalties de seulement 12%, recours à des tribunaux étrangers pour régler un différend quelconque. Elle ne tient aucunement compte des droits des populations indiennes (plus de 20 communautés mapuche vivent à Vaca Muerta) et elle ne prévoit aucune forme de contrôle environnemental, alors qu'elle vise précisément l'une des industries les plus polluantes de tous les temps.

## Entreprises

« Je ne suis pas la présidente des entreprises », déclarait Cristina Fernández de Kirchner le 10 décembre 2011 dans son discours de seconde prise en fonction devant le Congrès national.

En avril 2009, la Présidente a reçu au Palais du gouvernement Peter Munk, président de Barrick Gold, la plus grande multinationale minière. La rencontre s'est répétée en juin 2010, à Toronto (Canada), dans le cadre du sommet du G20. Le veto à la Loi sur les glaciers et l'évolution du projet Pascua Lama - projet binational, avec le Chili, d'extraction d'or dans une zone de haute-montagne à proximité de glaciers - ont fait partie des sujets rapportés par la presse.

Le 15 juin 2012, lors d'un déjeuner au Conseil des Amériques (espace emblématique de l'establishment économique aux États-Unis), la Présidente a déclaré : « Il y a quelques instants, je me trouvais avec les gens de Monsanto, qui nous ont annoncé des investissements très importants dans le domaine du maïs. Qui plus est, ils étaient très satisfaits parce que l'Argentine est aujourd'hui, disons, à l'avant-garde en matière de biotechnologies. J'ai ici - et je tiens vraiment à vous le montrer parce que je suis très fière - le projet de Monsanto. Il s'agit d'un investissement très important dans le quartier de Malvinas Argentinas, à Córdoba, en matière de maïs, avec la production d'une nouvelle semence transgénique. »

Monsanto est la plus grande entreprise de l'agro-industrie. Elle accapare 27% du marché des semences (transgéniques et traditionnelles) et 86% du marché des transgéniques, en plus d'être aussi l'un des plus gros producteurs de pesticides. Deux mois après l'annonce, en août, le ministre de l'agriculture a approuvé une nouvelle semence de soja produite par Monsanto (« RR2 Intacta »).

En juin 2013, ce fut le tour du « décret Chevron » (929), qui a établi des normes particulière pour que la société pétrolière états-unienne puisse s'installer à Neuquén. Le décret était tellement taillé sur mesure

que, le lendemain de sa publication, la multinationale a signé l'accord avec YPF.

Au gouvernement, d'aucuns répétaient à l'envi que l'on avait besoin « de beaucoup de Chevron ».

Chevron, l'une des plus grandes sociétés pétrolières du monde, a été condamnée en Équateur à verser huit millions de dollars pour cause de pollution : 103 millions de litres de brut répandus dans la nature (650 000 barils), 63 000 millions de litres d'eau toxique déversés dans des rivières, et pollution de deux millions d'hectares où vivaient et travaillaient des populations indiennes et des paysans. Chevron a retiré ses actifs de l'Équateur et refuse de payer les sommes fixées par les juges. Chevron est un condamné fuyant la justice.

## Droits humains

Le 9 février 2012, une centaine de policiers a violemment réprimé à Tinogasta (Catamarca) une manifestation d'hommes, de femmes et d'enfants venus barrer la route aux camions de Minera Alumbrera, symbole de la méga-industrie minière en Argentine. Des personnes ont été atteintes au visage par des balles en caoutchouc, des femmes ont reçu des coups de pied, et des gaz lacrymogènes ont été lancés contre tous les manifestants.

Des situations semblables se sont produites à Cerro Negro (Catamarca), Rawson (Chubut), Famatina (La Rioja), aux Malvinas Argentinas (Córdoba), à Castelli (Chaco), Neuquén et Paraje Mondorí (Misiones). Ce sont juste quelques exemples parmi les dizaines de répressions opérées ces dernières années.

À cela, il faut ajouter la judiciarisation. Dans le seul Nord-Ouest argentin, on dénombre 150 militants écologistes envoyés devant les tribunaux. L'Observatoire des droits humains des peuples indiens (ODHPI) a dénombré 347 membres du peuple mapuche traduits en justice à Neuquén pour avoir défendu le territoire.

Les cinq dernières années ont été marquées par une succession d'assassinats et de décès douteux (classés comme des « accidents » par la police mais dénoncés comme étant des assassinats par les organisations sociales) : Javier Chocobar ([Diaguita](#) [13] de Tucumán), Sandra Juárez (paysanne de Santiago del Estero), Roberto López (Qom de Formosa), Mario López ([Pilagá](#) de Formosa), Mártires López (Qom de Chaco), Cristian Ferreyra (Santiago del Estero), Miguel Galván (Lule-Vilela de Santiago del Estero), Celestina Jara et la petite de dix mois Lila Coyipé (toutes deux Qom de La Primavera, Formosa), Imer Flores (Qom du Chaco), Juan Daniel Díaz Asijak (Qom de La Primavera), Florentín Díaz (Qom du Chaco).

La violence contre les manifestations écologistes et les assassinats de paysans ont un point commun : le silence de la Présidente. Jamais la chef de l'État ni aucun haut fonctionnaire n'a dénoncé la violence des gouvernements provinciaux alliés et des entreprises minières.

S'agissant des populations indiennes, on a deux poids, deux mesures. Les droits humains sont pour les populations urbaines, de classe moyenne et, si possible, blanches. Cette discrimination est dénoncée depuis des années par les peuples premiers, mais ces derniers ont dû s'appuyer sur une « voix autorisée » pour faire entendre leur malaise. « Le génocide indien est occulté par un problème de classe sociale et d'ethnie », a affirmé le juge de la Cour suprême de justice Eugenio Raúl Zaffaroni [14]. Et de faire une comparaison : « La dernière dictature militaire s'est attaquée à un secteur de la classe moyenne actif en politique, y compris avec un segment universitaire. C'est pourquoi la situation de génocide a été facilement reconnue. Tout dépend du secteur social qui subit la répression et de sa capacité à se faire entendre en public. »

Chocobar, Juárez, López et Ferreyra, 4 noms parmi beaucoup d'autres, n'appartenaient pas à la classe moyenne urbaine. Leur mort n'est pas assimilée (pour beaucoup de secteurs) à une violation des droits humains.

# Le journalisme de l'extractivisme

Le géant de l'agro-industrie mondiale annonce qu'il va vendre une nouvelle semence de soja, avec plus de produits agrochimiques, et, promet-il, « plus productive ». Une kyrielle de journalistes reprend immédiatement le discours de l'entreprise et applaudit le nouveau soja. Ils ne prêtent aucune attention à la façon ridicule dont les produits transgéniques et agrochimiques sont approuvés (sur la base d'études des mêmes entreprises), pas plus qu'ils ne mentionnent la dépendance qui se crée pour le producteur ni, encore moins, ne font état des conséquences sociales, environnementales et sanitaires. Ils ont coutume de se qualifier de « journalistes agricoles » ou, en plus pompeux, de « journalistes du monde rural ».

À leur image et ressemblance se multiplient depuis quelques années leurs petits frères, les « journalistes du pétrole ». Ils ne se définissent pas encore ainsi, mais ils reprennent le discours des entreprises qui travestit la fracturation hydraulique en une technique sûre, répètent en chœur que « les sources d'eau n'en souffriront pas », occultent les catastrophes environnementales provoquées à travers le monde par les mêmes multinationales qui s'installent dans le pays. Ils sont même allés jusqu'à justifier en 2013 la répression féroce commise par la police de Neuquén devant l'assemblée législative provinciale. Combinaison de mauvaises pratiques et de complicité.

Des journalistes qui saluent le versement de cinq milliards de dollars à Repsol (par YPF) et ne mentionnent pas les licenciements massifs ni l'énorme passif environnemental, qui pourraient faire baisser radicalement les indemnités. Des journalistes qui amplifient sans broncher la voix des entreprises et passent sous silence (ou mettent en doute) la violation des droits humains dont sont victimes les populations indiennes. Des journalistes qui traitent dédaigneusement d'« écologistes » des mères de famille qui ont vu leur bébé mourir après avoir été exposées aux fumigations, des militants qui défendent leur lieu de vie face à l'avancée de l'exploitation minière, des familles entières qui ne veulent pas être délogées par des barrages ou des opérations forestières.

Première coïncidence : les grosses sociétés (agricoles ou d'hydrocarbures) financent généreusement les programmes à la radio ou sur le câble. La grille des programmes n'achète pas la ligne éditoriale, mais elle la conditionne. Les voix critiques ne se font plus entendre comme autrefois, ou même n'apparaissent plus.

Deuxième coïncidence : les journalistes agricoles ne se rendent jamais chez les paysans, qui sont victimes de fumigations ou chassés de chez eux. Les journalistes du pétrole ne se montrent jamais dans les communautés mapuche qui observent la présence de métaux lourds dans leur sang et qui comptent leurs morts, résultat des activités pétrolières. Le journalisme de salon n'accorde pas la même valeur aux maux de la classe moyenne urbaine (dont il se sent proche) et aux souffrances d'un paysan ou d'un Indien.

La ligne éditoriale des médias est toujours claire. Mais personne n'oblige un journaliste à dire ce qu'il ne croit pas ou, pire, personne ne l'oblige à mentir.

Les journalistes ne peuvent invoquer le devoir d'obéissance pour dissimuler ce qui se passe. Pourquoi un rédacteur répète-t-il le discours des multinationales de l'agroalimentaire et occulte-t-il les conséquences de ce modèle ? Qu'a-t-il à gagner en imitant un mandarin du pétrole et en contestant les dires d'un porte-parole mapuche qui lui a raconté que les entreprises ont ravagé son territoire et décimé son peuple ?

Les journalistes du monde rural et du pétrole font partie intégrante du modèle des industries extractives imposé par les entreprises et les gouvernements. Mon confrère et professeur de journalisme Adrián Figueroa Díaz a bien décrit la racine du problème : « Le journalisme progouvernemental et d'opposition défend les intérêts du pouvoir politique et du pouvoir des publicitaires/entreprises. Pourquoi ? Parce qu'il ne les remet pas en question. Pourquoi ? Parce qu'il en vit. Pourquoi ? Parce qu'il ne s'intéresse pas à une lutte qui lui est étrangère et inconnue. Pourquoi ? Parce que presque aucun de ces présentateurs et éditorialistes n'est engagé dans une quelconque lutte. Et ce problème classiste au sein de la profession trouve un écho dans la morale au rabais de classe moyenne moyenne qu'ils utilisent. Les médias et les journalistes les plus en vue se positionnent en réactionnaires face aux luttes sociales. »

Parmi les avancées des dernières années, le débat sur le rôle des grands médias occupe une place particulière. Il est aujourd'hui clair pour toute la société, peut-être comme jamais auparavant, qu'il s'agit d'entreprises qui privilégient leurs intérêts économiques et politiques par-dessus de toute autre valeur.

La question qui demeure, et qu'il est urgent de discuter, est le rôle individuel des journalistes de ces médias. Non seulement de ceux qui appartiennent aux grands groupes, mais de nous tous qui faisons partie de ces médias. Nous, travailleurs de la presse, devons nous livrer à une autocritique approfondie et publique ; nous la devons surtout à ceux dont les droits sont violés et qui ne trouvent aucun écho chez les journalistes. Et, cette autocritique, nous la devons aussi à la nouvelle génération de collègues pour qu'ils sachent que les journalistes ne sont pas les porte-parole du pouvoir politique ni du pouvoir économique.

## **Démocraties sélectives**

Le droit, et le devoir, de voter. On nous l'a gravé dans les consciences. D'abord avec les sciences sociales (à l'école primaire). Puis avec l'éducation civique (au secondaire). Enfin avec la matière « Société et État » (à l'université).

Misiones a voté en 1996 contre le projet (national et provincial) de construction du barrage de Corpus. Des milliers d'hectares seraient inondés et plusieurs milliers de personnes affectées. En avril 1996, 88% de la population de Misiones ont rejeté la centrale hydroélectrique.

Le 23 mars 2003, la population d'Esquel a refusé l'ouverture d'une mine par la société canadienne Meridian Gold. Huit personnes sur dix ont dit « non » à ce projet contesté. Le 3 juin 2012, la population de Loncopué (Neuquén) a été appelée aux urnes pour un projet minier d'une entreprise chinoise. Le Mouvement populaire de Neuquén (MPN), qui dirige la province depuis un demi-siècle, a mis tous ses moyens en œuvre pour que les habitants acceptent l'activité extractive. Mais 82% ont refusé qu'on leur impose cette mine géante.

À Calingasta (San Juan), un vote a été organisé à trois reprises (2005, 2006 y 2007). Et les trois fois il a été suspendu par l'action concertée d'un juge du Pouvoir judiciaire et du gouverneur José Luis Gioja. Deux personnes ont prévalu sur 8 500 habitants.

Andalgalá, localité de Catamarca où s'est installée, il y a 20 ans, l'entreprise Minera Alumbreira (qui extrait de l'or et du cuivre), s'appêtait à voter ce 25 mai 2010. La population allait décider de l'avenir du projet minier Agua Rica (trois fois plus grand que celui d'Alumbreira et à seulement 17 kilomètres de la ville). Le vote a été suspendu par le pouvoir judiciaire à la demande du gouverneur Eduardo Brizuela del Moral. Deux individus ont décidé pour 18 000 personnes.

À Misiones, en vertu d'une loi provinciale, le gouverneur doit consulter la population par référendum en cas de nouveaux projets hydroélectriques. En septembre 2013, des centaines d'habitants de la province ont parcouru pendant une semaine les routes de la province jusqu'à Posadas, avec une seule revendication : que le gouverneur Maurice Closs respecte la loi et convoque un référendum pour décider du futur de la centrale hydroélectrique Garabi. Des études officielles indiquent que 40 000 hectares seront inondés et que 2 500 familles seront délogées. Le gouverneur n'a pas toujours respecté la loi ni organisé de référendum. Une personne décide pour un million d'habitants.

À Malvinas Argentinas (Córdoba), la multinationale Monsanto prévoit d'ouvrir sa plus grande unité de production de maïs transgénique de l'Amérique latine. Elle compte sur le soutien des trois niveaux de gouvernement : la Présidente (Front pour la victoire), le gouverneur José Manuel de la Sota (Parti justicialiste, mais opposé à l'exécutif national) et l'intendant Daniel Arzani (Union civique radicale). Elle compte installer au moins 240 grands silos et utiliser des produits agrochimiques à proximité de maisons, d'écoles et de centres de santé.

L'assemblée de quartier Malvinas Lucha por la Vida [Malouines lutte pour la vie] exige de pouvoir se prononcer par vote. Le 27 novembre 2012, le Conseil délibérant devait examiner un projet d'ordonnance

présenté par les riverains pour l'organisation d'un référendum. Les conseillers (au nombre de sept) n'ont pas examiné le texte et une bande d'individus (à laquelle la police avait laissé la voie libre) a attaqué les membres de l'assemblée de quartier. L'intendant et le gouverneur rejettent l'appel au vote.

À Neuquén se trouve le gisement du nom de « Vaca Muerta », qualifié par les entreprises et les pouvoirs publics de l'une des plus grandes réserves mondiales d'hydrocarbures non conventionnels (leur extraction nécessite d'utiliser la technique contestée de la « fracture hydraulique »). Le gouvernement national a signé un accord avec la société états-unienne Chevron. Mais il lui faut l'approbation de l'assemblée législative de Neuquén.

Plusieurs assemblées socio-environnementales, organisations sociales, syndicats et partis de gauche proposent la tenue d'un référendum pour que le peuple de Neuquén puisse décider s'il accepte la venue de Chevron et l'exploitation du gisement de Vaca Muerta.

En juillet 2013, la société de conseil Aresco a réalisé une enquête à Neuquén. 52 % des personnes interrogées ont répondu qu'elles étaient « modérément ou pas du tout d'accord » avec l'association YPF-Chevron, 46% qu'elles étaient « modérément ou pas du tout d'accord » avec l'utilisation de la technique de fracturation hydraulique (« fracking ») et 57% que l'accord YPF-Chevron n'était « pas très/pas du tout transparent ».

Le gouvernement provincial a rejeté toute possibilité d'un référendum.

Le 28 août, le pacte entre la province, YPF et Chevron était soumis au vote de l'assemblée législative de Neuquén. Il y a eu une mobilisation massive. Et le gouvernement a répliqué par des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc. La répression a duré cinq heures. Le même jour, 25 législateurs de Neuquén ont décidé pour toute une province (550 000 habitants).

La classe moyenne urbaine se gargarise de voter tous les deux ans, mais s'offusque quand un Qom qui défend sa terre, un chômeur ou un travailleur qui revendique des droits leur bloquent la route.

Les classes moyennes urbaines sont complices, par action ou par omission, de l'extractivisme dont souffre l'Argentine profonde. Les classes moyennes urbaines regardent ailleurs. Leur souci, c'est d'avoir de l'essence pour leur voiture et de l'électricité pour leur climatiseur. Et, pour elles, le coût est moindre dès lors que ce sont les communautés indiennes et les familles paysannes qui le paient par la répression et l'exil. Elles regardent de l'autre côté lorsque des villages et des populations entières doivent être déplacés par l'extractivisme. Elles sont horrifiées lorsqu'on abat des arbres sur l'Avenue du 9 juillet à Buenos Aires, mais peu leur importe que, dans le nord du pays, 32 hectares de bois en moyenne soient rasés toutes les heures. Elles deviennent hystériques et partent en courant si un conteneur du port de Buenos Aires provoque une pluie de produits agrochimiques pendant quelques heures, mais elles n'accordent aucune importance au fait que des millions souffrent chaque jour des fumigations parce que « le soja fait entrer des dollars et que nous en avons besoin ».

En Argentine, on vote tous les deux ans. Depuis 1983, ont eu lieu sept élections présidentielles et sept élections législatives.

Les partis qui recueillent le plus de voix (et qui aspirent à des postes de direction) font campagne sur des thèmes qui sont (peut-être) le reflet de la société : insécurité, dollar, inflation et (maintien de la) consommation. Avec aussi les désormais classiques (mais toujours non satisfaits) travail, santé et éducation.

Le modèle extractiviste touche des millions de personnes, mais il ne donne lieu à aucun débat ni aucun vote populaire.

Curieuses pirouettes de l'*establishment* politique. Élu par les citoyens, il interdit aux mêmes électeurs de voter contre les grandes entreprises et empêche le peuple de décider de son avenir.

Esquel et Loncopué [15] sont des expériences récentes [d'organisation de référendums]. Les fonctionnaires et les grandes entreprises redoutent le mauvais exemple et son effet de contagion. Pour cette raison, ils ont évité l'organisation d'un référendum à Calingasta et Andalgalá. Pour cette même raison, ils n'ont pas autorisé la tenue d'un vote sur les barrages à Misiones, ni sur l'arrivée de Monsanto à Córdoba et de Chevron (et de la fracturation hydraulique) à Neuquén.

Le temps est aux votes qualifiés et aux démocraties sélectives.

Droits seulement valables pour un dimanche tous les deux ans. Démocraties rachitiques.

## La vie

À la fin des années 90 et au début des années 2000, la combativité la plus grande se trouvait dans des zones urbaines, qui demandaient à être intégrées au marché du travail. Chômage et pauvreté terribles, période de restrictions bancaires (« *corralito* ») et de crise. C'était le temps du mot d'ordre éphémère « *piquete y cacerola, la lucha es una sola* » [piquet de grève et casserole, même combat]. L'amélioration de la conjoncture économique au cours de la dernière décennie a diminué la combativité urbaine des syndicats, organisations sociales et mouvements de chômeurs. Parallèlement, les populations indiennes, les paysans et les assemblées socio-environnementales ont intensifié leur lutte. Leurs revendications ne portent pas sur une amélioration de la situation économique (qui est également nécessaire) mais sur le territoire, le lieu de travail, la culture, l'histoire et le futur de ces peuples.

Le combat contre l'extractivisme ne se réduit pas à une lutte en faveur de l'environnement (comme on veut souvent le faire croire). C'est une action qui remet en question le paradigme de (supposé) développement, qui interpelle le pouvoir politique et économique, qui met au jour les limites conservatrices de la démocratie actuelle.

Esquel et Gan Gan (Chubut), Loncopué et Loma Campana (Neuquén), Colonia Delicia (Misiones), Guleguaychú (Entre Ríos), Malvinas Argentinas (Córdoba), Ruta 81 (Salta), Victoria (Entre Ríos), Esteros del Iberá (Corrientes), Rodeo et Calingasta (San Juan), Paraje San Nicolás (Santiago del Estero) et la communauté qom La Primavera (Formosa). Ce sont là, parmi des centaines d'autres, quelques lieux de l'Argentine profonde où se livre une lutte de fond.

Au sens propre, une lutte pour la vie.

---

### - **Dial** - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3338.

- Traduction de Gilles Renaud pour Dial.

- Source (espagnol) : Darío Aranda, *Tierra arrasada : petróleo, soja, pasteras y megaminería. Radiografía de la Argentina del Siglo XXI*, Buenos Aires, Sudamericana, 2015, p. 6-13 (chapitre 1). Traduction et publication autorisées par l'auteur.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, le traducteur, la source française (Dial - [www.dial-infos.org](http://www.dial-infos.org)) et l'adresse internet de l'article.

---

## Notes

[1] Buenos Aires, Sudamericana, 2015.

[2] Habitants de Buenos Aires - note DIAL.

[3] Ville touristique de Patagonie - note DIAL.

[4] Deux quartiers de Buenos Aires - note DIAL

[5] L'expression est de Maristella Svampa (« Consenso de los Commodities, Giro Ecoterritorial y Pensamiento crítico en América Latina », *OSAL*, vol. 13, n° 32 - Movimientos socioambientales en América Latina, novembre 2012, p. 15-38, <http://maristellasvampa.net/archivos/ensayo59.pdf>). Les marchandises (*commodities*) dont il s'agit ici sont les produits primaires exportés à grande échelle (soja, cuivre, or, argent, hydrocarbures, pâte de cellulose, etc.).

[6] Eduardo Galeano, *Las venas abiertas de América Latina*, La Havane, Casa de las Américas, 1970 (première édition). Traduction française : *Les Veines ouvertes de l'Amérique latine*, Paris, Pocket, « Terre humaine - Poche », 1993.

[7] Offerte par Christophe Colomb aux Indiens en échange de leur or... - note DIAL.

[8] « Nueva advertencia sobre la inexecución de la Ley 26.160 » [Nouvel avertissement concernant l'inexécution de la Loi 26.160]. Texte publié par l'Équipe nationale de pastorale aborigène (ENDEPA).

[9] Du nom de la multinationale aurifère canadienne Barrick Gold - note DIAL.

[10] Fondation environnement et ressources naturelles, en français - note DIAL.

[11] <http://farn.org.ar/archives/17330>.

[12] « Ley de Bosques : cinco años con pocos avances ».

[13] Les Diaguita, Qom, Pilagá, Lule-Vilela sont des peuples amérindiens vivant sur le territoire argentin - note DIAL.

[14] Darío Aranda, *Argentina Originaria. Genocidios, saqueos y resistencias*, Buenos Aires, La Vaca Editora, 2010.

[15] Voir DIAL 3205 - « [ARGENTINE - Un village réussit à interdire un mégaprojet minier lors du premier référendum souverain du pays](#) » - note DIAL.